TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE
Publications des Services économiques

Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-7 – du 6 au 29 avril 2019

- *Le PSOE gagne les élections générales mais devra toutefois chercher des alliances pour gouverner.*
- *Le taux de chômage atteint 14,7 % au T1 2019.*
- *Eurostat établit le déficit en 2018 à 2,5 % du PIB, soit -0,1 p.p. par rapport au montant notifié par le gouvernement.*

Indicateurs macro		
Croissance PIB (t/t) Croissance PIB (g.a)	*+0,6 %* *+2,6 %*	*T4 2018*
Indice de Production Industrielle (g.a)	*-0,3 %*	*02/19*
Dette (% du PIB)	***97,1 %***	***T4 2018***
Déficit public (% du PIB)	***-2,5 %***	***T4 2018***
Exportations (g.a)	***+0,3 %***	***02/19***
Importations (g.a)	***+2,2 %***	***02/19***
Inflation sous-jacente (g.a)	***+0,7 %***	***03/19***

Marchés financiers		
	Cette semaine	*Numéro précédent*
IBEX 35	***9 506,0***	*9 510,3*
Rendement bon à 10 ans (%)	***0,999***	*1,098*
Prime de risque (pp)	***1,005***	*1,096*
Emploi		
Taux de chômage (données cvs)	***14,1 %***	***T1 2019***
Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	***+136 400***	***T1 2019***

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

Actualité Economique

Le PSOE gagne les élections générales mais devra toutefois chercher des alliances pour gouverner. Le parti au pouvoir a obtenu 123 sièges (+38 par rapport à 2016) et devrait vraisemblablement gouverner avec le Parti de gauche radicale Podemos (42 sièges, -29 par rapport à 2016). Le bloc de droite, pénalisé par la chute du PP (66 sièges contre 137 en 2016), s'établit loin de la majorité absolue (147 contre 176 sièges nécessaires) et ne peut pas envisager de gouverner. Pedro Sánchez pourrait négocier le soutien et l'abstention de plusieurs groupes minoritaires pour être investi président. À noter qu'une éventuelle coalition centriste formée par le PSOE et le groupe libéral Ciudadanos atteindrait la majorité, mais reste fortement improbable à ce jour car Ciudadanos s'est engagé à ne pas soutenir un gouvernement de Pedro Sánchez (*Cf. Graphique 1*).

MACROECONOMIE

Le taux d'épargne des ménages espagnols s'élève à 4,9 % de leurs revenus disponibles en 2018 (contre 13,4 % en 2009 et 7,8 % en 2016). Les ménages espagnols ont épargné 64 Md € en 2013, contre 35 Md € en 2018. Ce chiffre historiquement bas doit être replacé dans un contexte de création d'emplois et de taux d'intérêts très faibles, qui favorise la consommation alors même que les revenus des ménages espagnols augmentent moins vite que la consommation (les revenus disponibles ont augmenté de 10,4 % depuis 2013, contre 16,5 % pour la consommation). Par ailleurs, ce faible niveau d'épargne coïncide avec la fin du processus de désendettement des familles, qui affichent un besoin de financement depuis 2017, malgré un investissement encore modéré par rapport aux valeurs d'avant-crise (*Cf. Graphique 2*).

Le désendettement privé se poursuit en 2018 (133,4 % du PIB contre 139,1 % au T4 2017). Selon les comptes financiers du T4 2018 publiés par la Banque d'Espagne, les stocks de dette ont légèrement diminué pour les sociétés non financières (900 Md € contre 910 au T4 2017) et les ménages (712 Md € contre 713 au T4 2018). Grâce à la vigueur de la croissance nominale, les ratios rapportés au PIB ont continué de décroître (93,2 % pour les sociétés, soit -3,2 p.p. et 58,9 % pour les familles, soit -2,2 p.p.)[1].

[1] Données consolidées des prêts entre sociétés non financières. Le stock non consolidé s'établit à 1 126 Md € contre 1 124 au T4 2017 et le ratio rapporté au PIB à 93,2 % pour les sociétés, soit -3,2 p.p.). Le taux d'endettement privé brut (ménages et sociétés) s'établit quant à lui à 152,1 % contre 157,5 % fin 2017.

MARCHE DU TRAVAIL

Le taux de chômage atteint 14,7 % au T1 2019. D'après les données de l'enquête emploi de l'INE, le taux de chômage est en légère hausse début 2019 par rapport au trimestre précédent (14,5 %) mais nettement inférieur au chiffre de l'année dernière à la même période (16,7 %). Le nombre d'actifs occupés diminue par rapport au T4 2018 (-93 400) et s'établit à 19,5 millions de personnes. Le nombre de salariés avec un CDI est en hausse (+89 900) - pour atteindre un maximum historique de 12,1 millions de personnes - alors que celui des personnes en CDD se réduit (-185 800).

FINANCES PUBLIQUES

Eurostat établit le déficit en 2018 à 2,5 % du PIB, soit -0,1 p.p. par rapport au montant notifié par le gouvernement. Eurostat considère que certaines dépenses exceptionnelles comptabilisées par le ministère des Finances « selon le principe de prudence », correspondent à 2019. Il s'agit notamment du paiement compensatoire de 900 M € à Abertis pour les travaux d'amélioration de l'autoroute AP-7 entre Gérone et Tarragone, qui doit encore faire l'objet d'une décision définitive de la Cour Suprême et de la restitution de 700 M € à Telefónica en concept d'impôt sur les sociétés, suite à la décision du Tribunal économique et administratif. Cette donnée d'Eurostat confirme que le déficit s'établit sous la barre des 3 % et que l'Espagne abandonnera la procédure de déficit excessif ouverte en 2009 (*Cf. Graphique 3*).

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

Crédit Agricole et Santander signent un protocole d'accord pour rapprocher leurs activités de conservation et d'administration d'actifs[2]. Cette nouvelle entité, détenue à 69,5 % par le groupe français et à 30,5 % par l'espagnol, regrouperait la filiale de Crédit Agricole Caceis et les activités en Espagne et en Amérique latine de Santander Securities Services (S3). « S3 apporterait à Caceis 100% de ses activités en Espagne et 49,99% de ses activités en Amérique Latine », précise le communiqué de presse, estimant que la nouvelle entité sera ainsi « mieux placée pour bénéficier de la croissance de pays à fort potentiel (Amérique latine et Asie) ». La finalisation de ce rapprochement est prévue d'ici fin 2019.

Santander lance une OPA afin d'acquérir 100 % du capital de sa filiale mexicaine. Le groupe bancaire espagnol espère récupérer d'ici la fin du S1 2019 les 25 % de participations restantes de sa filiale qu'il avait vendues en 2012 pour renforcer son capital. Santander devrait émettre 572 millions d'actions, soit près de 2,6 Md € (3,5 % de son capital social). La stratégie de Santander consiste à augmenter son poids sur les marchés présentant un fort potentiel de croissance et à placer plus de capital dans les pays offrant une rentabilité élevée. En 2018, le Mexique représentait 8 % des bénéfices ordinaires du groupe Santander.

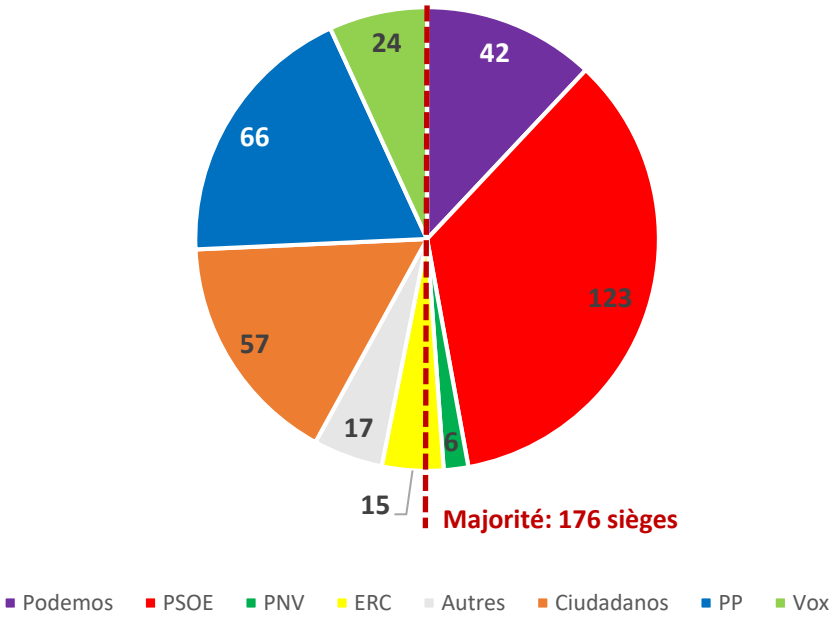
BBVA unifie sa marque dans toutes ses filiales, excepté en Turquie. Les désignations locales du groupe (Francés en Argentine, Compass aux États-Unis, Bancomer au Mexique et Continental au Pérou) disparaîtront au profit de la marque globale. Seule la filiale turque prendra le nom de Garanti BBVA. Le groupe espagnol souhaite offrir une expérience utilisateur homogène sur l'ensemble de ses marchés avec des produits et des services globaux qui s'inscrivent dans un processus de développement unique afin de mieux répondre à une réalité de plus en plus globale et numérique.

SECTEUR IMMOBILIER

La Communauté de Madrid régule les logements touristiques. La région a promulgué début avril un décret modifiant la définition des logements touristiques. Désormais, à partir du premier jour d'activité, les logements de la région loués à des touristes seront considérés comme des VUT (*vivienda de uso turístico*, contre 90 jours auparavant) et devront respecter les nouveaux critères (nombre limité de personnes logées en fonction du nombre de mètres carrés, souscription d'une assurance de responsabilité civile par le propriétaire, transmission à la police et à la gendarmerie de l'identité des personnes logées, etc.). Pour rappel, le Conseil municipal de Madrid a approuvé fin mars de nouvelles règles plus restrictives concernant l'octroi de licences pour les logements touristiques[3].

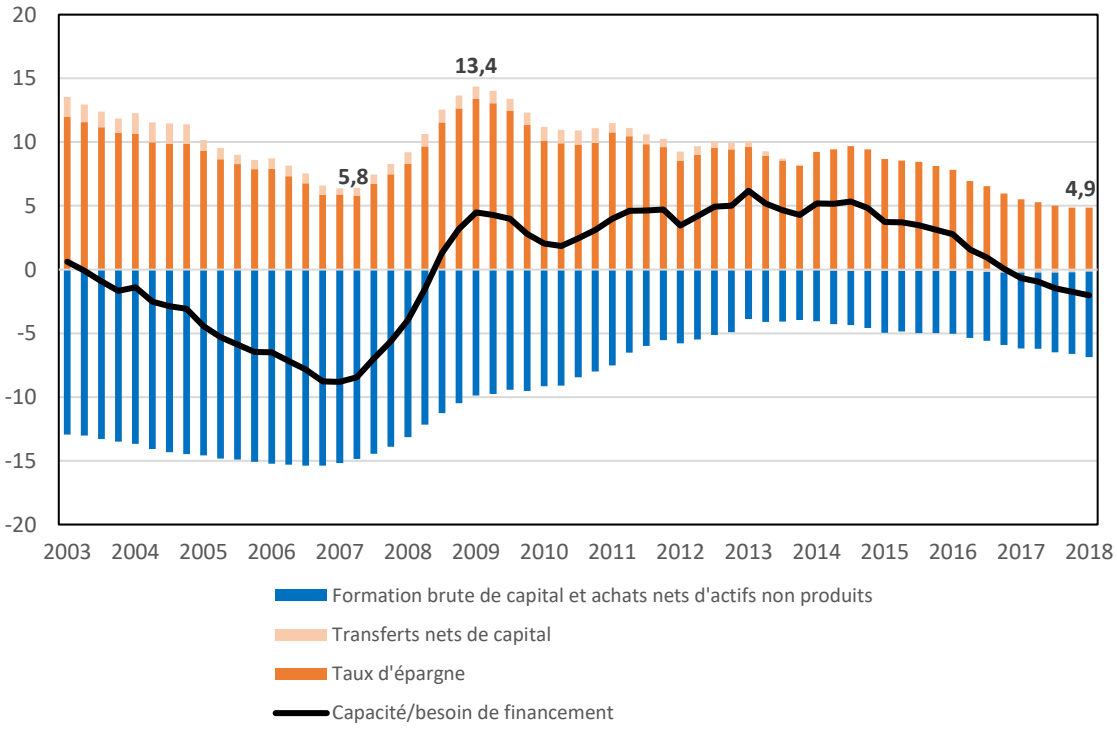
[2] Il s'agit, pour un établissement bancaire, de détenir des instruments financiers, comme des actions, pour le compte de sociétés de gestion et d'assurer des tâches administratives telles que les traitements fiscaux.
[3] Elle a notamment introduit l'obligation, pour les VUT du centre-ville, de posséder une entrée indépendante de celle des habitants de l'immeuble. Selon les calculs de la municipalité, 95 % des VUT ne respecteraient pas cette règle (environ 10 000 logements).

Graphique 1 – Composition du Congrès des députés



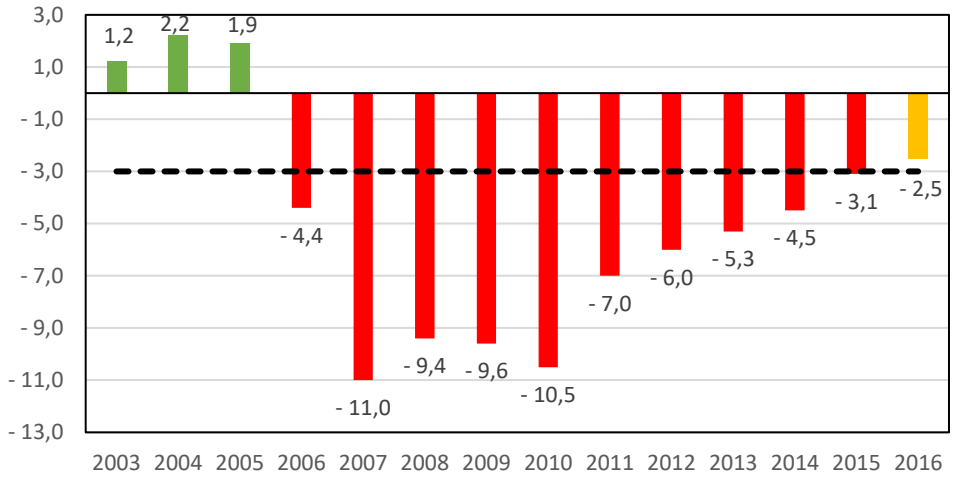
Source : El País

Graphique 2 – Décomposition de la capacité/besoin de financement des ménages (% du RDB)



Source : Banque d'Espagne

Graphique 3 – Solde budgétaire de l'ensemble des Administrations publiques (% du PIB)



Source : Eurostat

Responsable de la publication : Hervé Le Roy
Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10
28004 Madrid
Rédigé par : Tiphanie Aymard, Miguel García, Pierre Pérard
Abonnement/désabonnement : espagne@dgtresor.gouv.fr
Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne
Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica

Copyright :
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.